



Les Engagés demandent la démission de Pascal Smet

Le Secrétaire d'État Pascal Smet a commis une faute politique et morale grave, entachant la réputation de notre pays, de notre capitale et mettant en danger la sécurité de nos concitoyens.

La pression mise par une association internationale ne peut être une excuse pour inviter les représentants d'un régime qui bafoue les droits des femmes et utilise les otages comme monnaie d'échange ! Les Engagés demandent qu'il prenne ses responsabilités et se démette de ses fonctions.

A défaut, Les Engagés demandent aux membres du Gouvernement bruxellois, dont, entre autre, ECOLO et Défi - qui dénoncent fermement cette faute grave dans la presse et dans les autres hémicycles - d'être cohérents et d'acter que le Secrétaire d'État ne peut continuer à exercer sereinement ses fonctions.

Sans réaction du Secrétaire d'État et du Gouvernement, Les Engagés demandent – conformément au règlement du Parlement bruxellois - aux parlementaires du Groupe linguistique néerlandophone - qui ont unanimement condamné la faute grave de Mr. Smet - de déposer le plus rapidement possible une motion de méfiance.

Au vu des actes posés et après les déclarations des uns et des autres dans la presse, Les Engagés estiment qu'il serait dramatique pour la démocratie que des jeux "particratiques" empêchent que les conséquences de cette faute politique soient tirées.

Les Engagés demandent par ailleurs la réunion d'urgence de commissions parlementaires afin d'établir si d'autres responsabilités sont engagées et de prendre les mesures pour que ces dérapages ne puissent se reproduire à l'avenir.

Les citoyens attendent des hommes politiques qu'ils agissent avec raison et que le discours et les actes des partis soient cohérents.